

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 3 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- 1) Les transports fonctionnent là-haut ?!
- 2) Elle refuse de marcher dans les combines
- 3) Mardi « noir c'est noir il n'y a plus d'espoir »
- 4) La bataille de l'information...
- 5) Il se fiche de ses administrés
- 6) Une élite juive a crucifié Jésus...
- 7) Deux extrêmes droites pour la même haine
- 8) L'erreur idiote du CRIF...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Curiosity a franchi le cap des 2000 jours martiens le 22 mars 2018



Image composite du mont Sharp que Curiosity escalade depuis 2014. En blanc une zone de minéraux argileux qui va prochainement être explorée. NASA/JPL-Caltech/MSSS

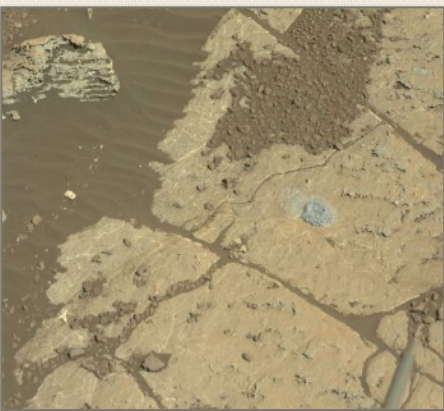
Par [Joël Ignasse](#)

Le rover de la Nasa à l'exceptionnelle longévité continue à explorer la planète rouge et à envoyer des images de cette dernière vers la Terre.

Sur [Mars](#) les jours sont un peu plus longs que sur Terre, de 39 minutes et 35 secondes précisément (1). Ainsi l'astromobile [Curiosity](#) a fêté ces 2000 jours terrestres sur la planète rouge en janvier 2018 mais c'est seulement le 22 mars de cette même année qu'il a franchi le cap des 2000 jours martiens, Sol 2000 comme l'appellent les astronomes. Plus de cinq ans après son arrivée, il est toujours opérationnel même s'il rencontre de temps à autre quelques petits soucis techniques et que certaines pièces souffrent d'usure. Après s'être posé à l'intérieur du cratère Gale, le rover a commencé l'exploration de son environnement et s'est tout particulièrement concentré sur les pentes du mont Sharp. Ce relief culmine à 5500 mètres d'altitude, au centre du cratère. Celui qu'on appelle aussi *Aeolis Mons* est un objectif important pour Curiosity. L'engin en a commencé l'ascension et désormais l'objectif des ingénieurs, qui veillent sur lui nuit et jour depuis la Terre, est de l'amener le plus haut possible afin qu'il puisse photographier les bords du cratère d'un point de vue plus élevé.

Une nouvelle zone où creuser

A Sol 2000, Curiosity avait roulé 18,47 kilomètres sur le sol martien : son parcours depuis son atterrissage peut être consulté [sur le site de la Nasa dédié à l'astromobile](#). Depuis quelques semaines, Curiosity s'est installé sur une crête appelée Vera Rubin Ridge ([en hommage à l'astrophysicienne Vera Rubin](#)) qui est surélevée par rapport au sol du cratère. Il se dirige désormais vers une zone (surlignée en blanc sur la photo de tête d'article) riche en minéraux argileux qui a été repérée grâce à des photos satellites. La formation de minéraux argileux nécessite de l'eau. Les scientifiques ont déjà déterminé que les couches inférieures du mont Sharp se sont formées dans [les lacs qui couvraient autrefois le plancher du cratère Gale](#). La zone à analyser pourrait permettre de mieux appréhender le cycle de l'eau dans le lointain passé martien, il y a 3,5 milliards d'années environ.



Le forage réalisé par le rover Curiosity sur Orcadie Lake. Crédit : NASA / JPL-CALTECH / MSSS

Pour ce faire, il faudra que Curiosity réussisse à

forer dans cette zone et à y prélever des échantillons. Or depuis 2016, la foreuse du rover est en panne mais grâce [au jumeau de Curiosity sur Terre](#), les techniciens ont pu tester de nouvelles façon de creuser en laissant la foreuse immobile et en faisant tourner le bras mécanique qui la porte. C'est ainsi que le 26 février dernier, le rover a réussi à creuser pour la première fois depuis plus d'un an un petit trou d'un centimètre de profondeur dans une zone dénommée Orcadie Lake. Une profondeur

insuffisante pour prélever des échantillons mais un premier essai encourageant. Reste maintenant à résoudre un autre délicat problème, celui du recueil de ses échantillons. En effet, suite à la panne de la foreuse, le mécanisme qui tamise les débris et distribue la poudre de roche aux instruments du robot est également hors-service. Une nouvelle technique de distribution des échantillons a donc aussi été mise au point. Elle consiste à secouer la mèche de la foreuse au-dessus des instruments jusqu'à ce que suffisamment de poussière y retombe. Là aussi ce "système D" a bien fonctionné sur Terre mais la pression atmosphérique et la gravité étant différentes sur Mars, il n'est pas certain qu'un volume suffisant d'échantillons puisse ainsi y être collecté. Des essais sont programmés pour les prochaines semaines afin de savoir si cette méthode sera efficace sur la planète rouge.

(1) Il est ici question du jour solaire moyen et non pas du jour sidéral qui correspond à la durée d'une rotation complète de la planète. Sur Mars le jour sidéral dure 24 h 37 min 22,663 s et sur Terre 23 h 56 min 4,2 s.



II) Municipales à Lille : Martine Aubry dit "niet" à En marche, Kanner "se prépare au cas où"

Alors que le sénateur socialiste Patrick Kanner dit lundi au *Figaro* se préparer pour les municipales à Lille, Martine



Aubry, qui doit encore décider si elle se représente, ne veut en tout cas pas faire alliance avec En marche.

Les municipales n'ont lieu que dans deux ans, mais dans les grandes villes, la campagne est déjà lancée. A Lille, la socialiste [Martine Aubry](#) serait en danger, comme l'explique l'eurodéputé Gilles Pargneaux dans [Le Figaro](#) de lundi. Ce proche historique de l'édile avait déjà démissionné du groupe PS de la métropole lilloise en décembre, il offre désormais ses services à [Emmanuel Macron](#), précise le quotidien qui cite l' élu européen : "J'ai dit à Martine qu'on avait vocation à parler avec La République en marche. Pour elle, ça a été 'niet, niet, niet' [...] Il y a un aveuglement de Martine Aubry. C'est une stratégie mortifère, à l'opposé de ce que pouvait faire Pierre Mauroy." Ce dernier avait dirigé Lille pendant 20 ans. On ne sait pas

encore si Martine Aubry compte en faire autant.

Lire aussi : [La République en marche lance déjà l'assaut en vue des municipales](#)

Lille "en danger de basculement" selon Kanner

En effet, la maire PS de Lille n'a pas encore indiqué si elle était candidate et, à ce jour, aucun opposant ne semble la mettre en danger. Ainsi, un sondage Ifop réalisé en janvier la plaçait devant le ministre Gérard Darmanin au cas où celui-ci, ancien maire de Tourcoing, se présenterait à Lille. En revanche, les résultats électoraux de 2017 placent les socialistes en difficulté dans la grande ville du Nord. Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête du premier tour à l'élection présidentielle et deux députés insoumis, Ugo Bernalicis et Adrien Quatennens, y ont été élus.

Une situation qui crée des tensions au sein même du PS local. Patrick Kanner, frère ennemi de Martine Aubry dans ce fief socialiste, envisage d'y aller. "Je me prépare au cas où", explique au *Figaro* l'ancien ministre devenu patron du groupe PS au Sénat pour qui Lille "est en danger de basculement". "Martine Aubry ne maîtrise plus son destin mais elle maîtrise encore son pouvoir de nuisance, glisse son entourage dans le quotidien. C'est comme une murène qui sort de sa grotte pour mordre." La maire de Lille peut toutefois compter sur le soutien du nouveau patron du PS, Olivier Faure, qu'elle a soutenu - et pour qui la fédération du Nord a voté à hauteur de 60% lors du récent congrès du parti.

Par Gaël Vaillant

lejdd.fr



III) Grève SNCF: prévoyez de fortes perturbations ce mardi

Par L'EXPRESS.fr avec AFP



A la Gare de Lyon à Paris jeudi 22 mars 2018, journée de mobilisation des cheminots et des fonctionnaires. afp.com/CHRISTOPHE SIMO

La grève du rail débute lundi à 19h. Si la circulation est encore possible lundi soir, le mouvement s'annonce très suivi

le lendemain.

Les cheminots entament lundi soir leur "bataille du rail" contre le [projet de réforme](#) d'un gouvernement déterminé à ne pas céder, malgré l'opposition unitaire des syndicats de la SNCF et une première grève qui va entraîner mardi de très fortes perturbations. Lundi à 19h, ce sera le début de la grève par épisodes de deux jours sur cinq, initiée par la CGT, l'Unsa et la CFDT, jusqu'au 28 juin. SUD-Rail appelle lui à une grève illimitée, reconductible par 24 heures, à partir de 20h lundi. Mais le trafic sera "normal" après 19h, selon les prévisions communiquées dimanche par la SNCF.

Mardi, la circulation des trains sera en revanche très perturbée comme annoncé. Dans ses prévisions, la direction table sur un TGV sur huit en circulation en moyenne, un Intercités sur huit, un TER sur cinq et un Transilien sur cinq.

Pour les Franciliens, la situation sera variable: un train sur deux est prévu sur le RER A, un sur trois sur le B, un sur cinq sur le C, un sur quatre sur le D. Sur les lignes R (Paris-Montargis) et U (La Défense-La Verrière) du Transilien, il n'y aura "aucun train".

Dans le Journal du Dimanche, le président de la SNCF Guillaume Pepy avait prévenu que "des lignes seront fermées" et que "cette grève sera très pénalisante pour nos clients". Le mouvement "a été pensé pour avoir un maximum d'impact sur le trafic et être le plus économe possible pour les grévistes", estime le patron de la SNCF.

Un soutien aux grévistes en progression

Pour inciter des cadres à prendre le relais pendant la grève, la direction a proposé une prime de "conducteur occasionnel", signe d'une direction "aux abois", selon Erik Meyer (SUD Rail). Un "faux procès" pour la direction de la SNCF, cette prime ayant "pris effet au 1er janvier 2018", a assuré un porte-parole.

Avec 46% de Français trouvant le mouvement "justifié" selon un [sondage Ifop pour le JDD](#), le soutien à la grève progresse de 4 points en deux semaines. Pour autant, les partisans de la réforme restant légèrement majoritaires (51%).

Air France et les filières déchets et énergie en embuscade

La semaine sociale s'annonce chargée. Air France sera une nouvelle fois touchée mardi puis samedi par ses quatrième et cinquième journées de grève en un mois et demi. Onze syndicats de tous métiers exigent une augmentation générale des salaires de 6%, jugeant trop faible celle de 1% programmée dans l'année.

La direction juge la revendication déraisonnable et vante les "200 millions d'euros" redistribués via des augmentations individuelles et l'intéressement. Une nouvelle grève a été votée pour les 10 et 11 avril.

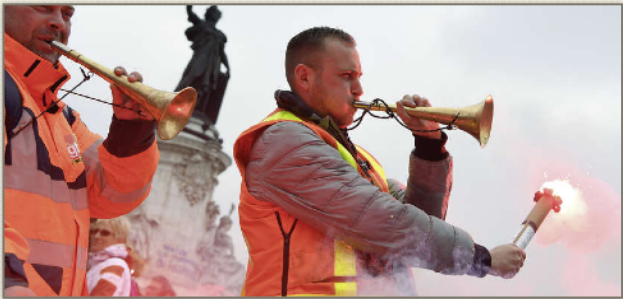
Le gouvernement devra aussi surveiller la mobilisation annoncée par la CGT dans la filière déchets et dans l'énergie. Dans ce secteur, la FNME-CGT, première force syndicale, a calqué son calendrier sur celui des cheminots, avec un préavis de grève "jusqu'au 28 juin". Mais le mouvement pour "un nouveau service public de l'électricité et du gaz" ne devrait se traduire que ponctuellement, à travers des baisses de production par exemple.

Dans la filière déchets, un appel à la grève pour un "service public national" des déchets devrait toucher à partir de mardi notamment Paris et sa région, celle de Marseille, Montpellier, ainsi que l'Est et le Nord.



IV) La bataille de l’opinion

par [Pauline Graulle](#) et [Erwan Manac'h](#)



Le succès du « printemps social » se jouera sur le terrain des idées et dans la capacité du mouvement syndical à convaincre de la dimension collective de son combat.

Les cheminots peuvent-ils convaincre qu’ils défendent l’intérêt général et ne luttent pas seulement pour leurs acquis ? Comment peuvent-ils contrer le procès permanent en corporatisme, qui rend si difficilement audible leur combat pour le maintien d’un service public de qualité ?

C’est le défi colossal auquel les syndicats font face en ce début de mouvement social. Il sera déterminant à la SNCF, pour l’avenir de la fonction publique et dans la poursuite, ou non, de la révolution libérale conduite par Emmanuel Macron depuis son élection. Les syndicats sont au moins unanimes sur ce constat.

Toutes les organisations semblent donc attentives à s’adresser directement aux usagers, pour combattre les fausses évidences sur les vertus présumées de la mise en concurrence, qui serait synonyme d’efficacité et de baisse des prix pour les « clients ». La CGT Cheminots a ainsi dépoussiéré sa communication, avec un pastiche de quotidien gratuit de 24 pages, distribué en septembre à 500 000 exemplaires dans les gares. SUD Rail a aussi son tract spécial pour les usagers, qui reçoit un accueil « *très favorable* », selon son porte-parole, Bruno Poncet : « *Les gens comprennent que l’ouverture à la concurrence aura des conséquences négatives, par exemple sur les petites lignes, où ils paieront quatre fois plus cher qu’aujourd’hui.* »

Mais les organisations syndicales ne sont pas armées pour conduire, seules, cette bataille de l’opinion. L’organisation de la grève, la mobilisation de leur base, les multiples discussions intersyndicales et l’enchaînement des réunions avec le gouvernement leur demandent une énergie gigantesque.

Les initiatives pour les soutenir seront donc déterminantes. À l’image des collectifs « citoyens » qui commencent à apparaître pour tenter de faire entendre la « voix des usagers ». La Convergence nationale des services publics, qui travaille depuis 2005 à unifier les usagers et les agents des services publics, planche actuellement, avec une cinquantaine de responsables syndicaux, associatifs et politiques, sur la rédaction d’un appel qui devrait être publié autour du 15 avril. « *On insiste sur le fait que le statut des cheminots et des fonctionnaires existe pour permettre aux agents d’effectuer, en toute indépendance vis-à-vis des intérêts financiers, un service de qualité* », rapporte notamment Michel Jallamion président du collectif et conseiller régional Front de gauche en Île-de-France.

Le politologue Paul Ariès a tenté d’allumer une autre étincelle, début mars, avec un appel pour « [un plan B écolo et social à la SNCF](#) », qui a recueilli 27 000 signatures, dans lequel il vante les vertus du service public, du point de vue de l’usager. « *Les thèmes porteurs sont la gratuité, les trains de nuit, la fin du yield management*[la fixation du prix par algorithme, NDLR] *et le choix du train contre les bus SNCF* », estime l’universitaire, qui se réfère notamment à l’exemple de la Suède, où certaines lignes régionales sont gratuites.

Il faudra aussi compter avec le « Front social ». Ce collectif de militants syndicaux, né en 2016 de l’impatience de la « base » à durcir le mouvement contre la loi El Khomri, organise le samedi 7 avril à Paris sa première réunion « interlutte » pour tenter de mettre en musique les nombreuses aspirations à la convergence.

Parviendront-ils à incarner une parole suffisamment forte pour percer les canaux médiatiques pollués ? Les événements politiques sont toujours des précipités de forces éparées. Les grandes grèves de 1995 n’auraient évidemment pas eu lieu sans la mobilisation des syndicats, des usagers et des politiques. Auraient-elles trouvé leur issue victorieuse sans l’implication de Pierre Bourdieu ? Sans doute que non. Difficile, aujourd’hui, d’imaginer qui pourrait reprendre le flambeau de cette figure de l’intellectuel engagé. Signe que la place est toujours terriblement vacante, le quotidien *Le Monde* a exhumé, le 22 mars, jour de la grande manifestation de la SNCF et des services publics, le fameux « *discours aux cheminots grévistes* » que le sociologue avait prononcé le 12 décembre 1995. Bourdieu y explique que le plan Juppé n’est rien d’autre qu’une tentative de « *destruction d’une civilisation* ». Ce texte apparaît certes d’une brûlante actualité... Mais une mise à jour serait-elle si superfétatoire ?

Alors, qui pour succéder à Bourdieu ? Qui pour porter la parole du monde intellectuel français ? Une vingtaine d’universitaires, écrivains et avocats ont pris la plume le 23 mars, mais leur texte d’une dizaine de lignes, sans ambition réellement fédératrice, s’en tient à une déclaration de « sympathie » pour le mouvement des cheminots et à un appel à la souscription, pour alimenter une caisse de grève.



Il y a bien Frédéric Lordon, dont la dernière tribune dans *Le Monde diplomatique* a fait parler d'elle dans les cortèges, le 22 mars. Dans ce texte intitulé « L'occasion », l'économiste-philosophe note d'ailleurs à juste titre que si « *le mouvement n'est que ["le mouvement des cheminots"], il est perdu d'avance* ». Il ajoute : « *[Le mouvement] a d'autant moins de chance de se compacter qu'il lui manque plus cruellement encore son liant. Or le liant, c'est une signification d'ensemble.* »

Mais si Frédéric Lordon se sent le mieux à même de créer ce fameux « *liant* », sa rupture avec Nuit debout – il s'était alors retiré du mouvement – a laissé des traces. Et d'ailleurs, faut-il incarner à tout prix l'opposition à la politique d'Emmanuel Macron dans une seule figure, si brillante soit-elle ?

Pas forcément, estime Charlotte Girard, responsable du programme à la France insoumise. Si elle reconnaît que « *la grande différence avec 1995, c'est l'absence d'un Bourdieu* », elle souligne aussi que « l'intellectuel collectif » incarné jadis par Bourdieu pourrait tout aussi bien « *s'incarner dans le mouvement de la France insoumise* ». « *Il faut dire que le milieu intellectuel a été envahi par l'idéologie dominante* », ajoute-t-elle, renvoyant par exemple aux cursus universitaires où le droit social ne réserve plus de place à la question des services publics en tant que tels.

Quoi qu'il en soit, l'enjeu, tôt ou tard, sera d'accompagner un dépassement des organisations syndicales pour construire un mouvement fédérateur.

Certaines l'appellent de leurs vœux, d'autres le redoutent et préviennent contre un risque de cacophonie qui rendrait leur discours (encore plus) inaudible.

C'est l'inquiétude de certains syndicats de la fonction publique (FSU, CFDT), notamment pour des raisons d'agenda. Derrière le front ouvert en toute hâte par les cheminots – ils se battent contre une loi d'habilitation à réformer par ordonnance que l'Assemblée examinera à partir du 9 avril –, le calendrier de la réforme de la fonction publique est un peu moins brûlant.

Les premiers arbitrages du « Comité action publique 2022 » (« CAP 2022 ») – dont l'objectif est de redéfinir ou sacrifier des missions de services publics pour supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et arrêter 60 milliards d'euros d'économies – sont attendus pour la mi-avril. Et les négociations sur « l'agenda social », qui s'apparente à une « loi travail » pour la fonction publique, devaient débiter ce jeudi 29 mars.

Mais ces divergences de stratégies syndicales pourraient être emportées si la marée humaine était suffisamment puissante. Et les signaux, pour l'heure, sont partout au rouge pour le gouvernement : le mouvement s'enracine dans les universités.

La détresse est maximale dans les hôpitaux et les maisons de retraite. Les enseignants montrent des vellétés d'action de plus en plus fortes, ainsi que les retraités, les professionnels de la justice et les chômeurs (la réforme du système de sanction est attendue pour le 18 avril).

La CGT appelle également les éboueurs et les égoutiers, du public comme du privé, à se mettre en grève à partir du 3 avril pour une renationalisation de la collecte et de la gestion des déchets et des meilleures conditions de travail. « *Les luttes locales sont également nombreuses, intenses et bien couvertes par la presse régionale,*

notamment contre les fermetures de bureaux de poste, ou, par exemple, contre la privatisation de 8 barrages hydrauliques en Isère et en Savoie », observe Michel Jallamion_. Son collectif ne vise donc pas tant à mettre les gens en mouvement, qu'à essayer de montrer qu'ils le sont déjà, partout en France.

par [Pauline Graulle](#) et [Erwan Manac'h](#)

Politis

V) Bruno Bonnell, le député LREM, qui n'a “rien à foutre” de sa circonscription

Par Auteur [valeursactuelles.com](#)



Samedi 31 mars, Le Monde a évoqué le cas du député LREM, Bruno Bonnell, absent dans sa 6e circonscription du Rhône et presque inexistant sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Dans son numéro du samedi 31 mars, [Le Monde](#) dresse le portrait d'un député LREM, Bruno Bonnell. Elu avec 60,32% des voix contre l'ancienne ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem dans la 6e circonscription du Rhône, il est régulièrement invité dans les médias. Seul hic, il semblerait que ce politique de 59 ans se soucie peu de sa circonscription. « Pas d'affiche à son effigie pour signaler sa présence. Le local (...) n'a pas vocation à recevoir les électeurs », écrit Le Monde à propos de sa permanence.

« On ne le voit jamais, c'est simple »

Pas de quoi être étonné. Selon Le Monde, le député a déjà prévenu ses électeurs : « Je ne suis pas là pour faire l'assistante sociale. Pour les places en crèche ou les logements, allez voir ailleurs ! ». Selon cet ancien entrepreneur, « il faut sevrer la population des vieilles pratiques ». « Je suis un élu de la nation ». « On ne le voit jamais, c'est simple », explique au quotidien

Didier Vullierme, l'adjoint au maire socialiste de Villeurbanne. Un comportement qui a fait grincer les soutiens de Bruno Bonnell. Ce dernier a donc décidé de faire quelques efforts, explique Le Monde, ajoutant qu'« une fois par semaine, pendant une heure », le macroniste « rappelle au téléphone les électeurs qui l'ont sollicité ». Pour le reste, il ne faut pas trop compter sur lui. En effet, selon Le Monde, « depuis qu'il a été élu, il a séché toutes les commémorations à part celles du 11-Novembre ». Mais Bruno Bonnell ne semble pas prêter attention à l'avis de ses électeurs : « Ce qui se dit en circo, j'en ai rien à foutre ».

Sur le même sujet : [Autoritarisme, mépris, climat délétère : les militants LREM à bout](#)

Si les habitants de la 6e circonscription du Rhône le voient peu, l'Assemblée nationale ne l'entend presque pas. « Pendant des mois, il n'a pas ouvert la bouche, ni en commission, ni dans l'hémicycle », explique Le Monde, ajoutant que le député LREM n'a rédigé aucun amendement. Pour sa défense, l'intéressé avance une raison étrange : « On m'a expliqué, quand je suis arrivé, que nos prises de parole ouvraient un temps d'expression équivalent à l'opposition alors j'ai préféré me taire ».

VALEURS

VI) La crucifixion de Jésus n'a sans doute pas grand-chose à voir avec la religion

[Christian-Georges Schwentzel](#)

Le contexte historique semble indiquer que la condamnation à mort de Jésus fut essentiellement l'œuvre d'une élite juive soucieuse de maintenir sa domination.



«Ecce homo» d'Antonio Ciseri (1862): Ponce Pilate présente Jésus à la foule, battu et couronné d'épines. | Via Wikimedia Commons [License](#)

Peu de temps avant Pâques, selon la tradition chrétienne, Jésus est arrêté puis condamné à mort par crucifixion.

L'inscription portant le motif de sa condamnation, fixée au-dessus de la croix, laisse entendre qu'il se serait proclamé «*roi des Juifs*», défiant ainsi les

autorités politiques du moment.

Jésus, un fauteur de troubles?

Une poutre de bois était fixée à un poteau, formant une croix qu’on étendait d’abord à terre, le temps d’y clouer les poignets et les chevilles du condamné. Puis on redressait la croix, que l’on plantait dans le sol, sur une colline ou bien près d’une route, à la vue de tous.

Le crucifié mourait au bout de quelques heures dans d’atroces souffrances, au terme d’une lente asphyxie, sa respiration étant fortement entravée par sa position. Le cadavre était ensuite détaché et, le plus souvent, jeté aux chiens. Comme l’écrit John Dominic Crossan dans *Jesus: A Revolutionary Biography*, bêtes errantes et charognards devaient trépigner d’impatience au pied des croix des suppliciés.

Une inscription grecque de la cité d’Amyzon, en Asie Mineure, publiée par Jeanne et Louis Robert dans *Fouilles d’Amyzon*, évoque la crucifixion d’un esclave qui avait assassiné son maître, au II^e siècle av. J.-C et précise d'ailleurs que le coupable, «*crucifié vivant*», fut la «*proie des bêtes et des oiseaux*».

Pour les Romains qui dominent alors la Judée, le supplice de la croix est la peine la plus infamante qui soit, celle que l’on inflige aux esclaves qui se sont révoltés et à ceux que l’élite nomme les «brigands» («*lestès*», en grec). Ce terme, employé par les autorités, désigne des ennemis à éliminer coûte que coûte, et par tous les moyens. En somme, on crucifie ceux qui sont coupables d’avoir contesté l’ordre établi.

Après leur défaite, les gladiateurs et esclaves en révolte menés par Spartacus [avaient ainsi été mis en croix](#), en 71 av. J.-C. On vit alors 6.000 condamnés cruellement exhibés, pour l’exemple, le long de la voie qui reliait Rome à Capoue –soit un crucifié tous les trente ou quarante mètres. Le supplice était proportionnel à la gravité de la condamnation et au mépris des autorités pour le condamné, vu comme socialement inférieur.

[Spartacus \(10/10\) Movie CLIP - Goodbye My Life \(1960\) HD](#)

<https://youtu.be/w0cXyGVsUjs>

Ce châtiment n’est pas que gréco-romain: le roi juif [Alexandre Jannée](#) avait lui aussi fait mettre à mort 800 opposants par crucifixion, dans les années 80 av. J.-C., comme le raconte l’historien antique Flavius Josèphe dans *Guerre des juifs* (I, 97).

La peine de la croix était ainsi susceptible de faire l’unanimité entre les autorités romaines et juives qui se partageaient la gestion des affaires de la Judée à l’époque de Jésus.

À LIRE AUSSI [Le procès de Jésus était parfaitement légal](#)

Jésus, un messie parmi d’autres

On lit dans l’évangile selon Marc: «*L’inscription portant le motif de sa condamnation était ainsi libellée: Le roi des Juifs*» ([Marc 15:26](#)). Du point de vue des autorités, Jésus est coupable d’avoir aspiré à la royauté. Il est condamné au supplice de la croix, comme d’autres messies autoproclamés de la même époque.

Les Juifs avaient progressivement perdu leur indépendance. Leur dernier roi, [Hérode](#), bien que très habile, n’avait été qu’un vassal de la puissance romaine –un [roi «client»](#), comme on

disait alors.

Après sa mort, en 4 av. J.-C., l’empereur Auguste, tout puissant maître du monde romain, avait d’abord [morcelé l’ancien royaume juif](#). Puis, à partir de 6 apr. J.-C., une administration dirigée par un gouverneur romain s’était installée en Judée, devenue une simple province de l’Empire.

Jésus passe les premières années de sa vie dans ce contexte de déliquescence du royaume juif. Le climat est insurrectionnel; le ressentiment populaire à l’encontre de Rome et de ses alliés locaux n’attend qu’un leader, pour [se cristalliser sur sa personne](#).

C’est alors que surgissent des rois-messies, dans un sens politique, c’est-à-dire des chefs charismatiques –du moins aux yeux de leurs fidèles– se présentant comme les envoyés de Dieu, dans le but de libérer les Juifs de la domination étrangère.

Flavius Josèphe [nous donne les noms de ces leaders](#): Athrongès, Simon de Pérée… Il y eut également [Judas le Galiléen](#), qui souleva à deux reprises des paysans juifs écrasés par la pression fiscale, en 4 av. J.-C. puis à nouveau en 6 apr. J.-C.

La révolte politique prend une dimension sociale: le chef charismatique –une sorte de Robin des Bois– se pose en justicier, pillant les domaines agricoles pour en redistribuer les richesses aux plus démunis. Le messie diffuse à la fois des revendications religieuses (il affirme être l’instrument terrestre de Dieu), politiques (il promet de restaurer l’indépendance d’Israël) et sociales (il va provoquer un rééquilibrage en faveur des pauvres).

Tous ces meneurs, ennemis déclarés des élites dominantes, finissent par être écrasés par les légions de Rome et leurs auxiliaires locaux. Au tournant de l’ère chrétienne, on compte des milliers de crucifiés –2.000 lors de la seule répression de la révolte de Simon, nous dit encore Flavius Josèphe.

Jésus, un contestataire de l'ordre fiscal

Jésus est différent de ses prédécesseurs: il se pose en messie d’un genre nouveau, même si ses revendications demeurent elles aussi fortement teintées de justice sociale. Il se dissocie des autres messies, qui n’ont apporté que le trouble et la guerre. D’ailleurs, il n’a pas d’armée et ne souhaite pas en créer une.

Jésus cherche, au contraire, à obtenir le soutien des autorités romaines. En affirmant qu’il faut rendre «à César ce qui est à César» ([Matthieu 22:21](#)), c’est-à-dire à l’empereur romain, il légitime la domination de Rome.

Judas le Galiléen avait violemment contesté la fiscalité impériale, pour des raisons théologiques: Dieu, selon lui, ne pouvait tolérer qu’un Juif paie un impôt à une puissance étrangère. Jésus, bien au contraire, encourage les Juifs à être en règle avec l’administration romaine.

Dans la même logique, il prend la défense des agents du fisc, des collaborateurs de Rome alors souvent considérés comme des pécheurs. Jésus propose une approche pacifiée de la perception des impôts dans la province de Judée.

[Ponce Pilate](#), gouverneur romain de Judée, finit par condamner Jésus bien à contrecœur, selon les évangiles. Il se fait même l’avocat de Jésus: «*Je n’ai rien trouvé en lui qui mérite la mort.*» ([Luc 23:22](#)).

C’est l’aristocratie [sacerdotale juive](#) et ses chefs, les grands prêtres, qui demandent que Jésus soit mis à mort. Si Jésus se prononce en faveur de l’impôt dû à l’empereur, il conteste en revanche le paiement de l’autre impôt que payaient également les Juifs: l’argent «sacré», une somme destinée à



Dieu et en fait versée aux prêtres.

À cet égard, le message du Christ est contestataire: s’il est normal qu’un empereur étranger perçoive un tribut, il est au contraire aberrant de croire que Dieu puisse souhaiter qu’on lui verse des pièces d’argent. Dieu n’a que faire d’une somme en métal précieux. Le tribut qui lui est dû ne peut être matériel: la fiscalité

THE CONVERSATION
expertise universitaire, le fait journalistique

Slate

VII) Front national et Ligue de défense juive : deux extrêmes droites pour une même haine

Grégory Marin L'Humanité



Interdite aux États-Unis, mais aussi en Israël, la Ligue de défense juive sévit encore dans l’Hexagone. Photo : Boris Horvat/AFP

Elle expulse Jean-Luc Mélenchon de la manifestation, mais protège Marine Le Pen... La Ligue de défense juive, au nom de la lutte contre l’islam, amalgame antisionisme et antisémitisme et cultive sa proximité avec le FN.

Il est piquant, quoique alarmant, d’entendre la quarantaine de gros bras – pour certains casqués – assurant le service « d’ordre » de la manifestation en hommage à Mireille Knoll, mercredi soir, hurler des « Collabos ! » à l’encontre des cadres de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon en tête, avant de les sortir manu militari du cortège.

Car la Ligue de défense juive (LDJ), qui appliquait ainsi les consignes tacites du Crif, défendra plus tard la présence de Marine Le Pen, la présidente du Front national, et du député FN Gilbert Collard. Les défenseurs de « l’État hébreu » d’Israël et l’héritière du parti cofondé en partie par d’anciens Waffen SS et collaborateurs avec les nazis (1) main dans la main contre les islamistes ? On se pince...

La LDJ, bras armé de l’extrême droite israélienne en France, n’était pas programmée pour un compagnonnage avec le Front national. C’est l’entremise d’un homme, Jean-Claude Nataf, qui a scellé l’alliance de circonstance. Dans les années 1980, il milite au Betar, un mouvement de jeunesse sioniste, avec... Francis Kalifat, l’actuel président du Crif. Si, officiellement, le conseil et la LDJ n’ont « pas de rapports », expliquait Nataf à Libération en juillet 2014, « quand ils organisent quelque chose, nous (l’autoproclamé Service de protection de la communauté juive – NDLR) sommes sur place pour sécuriser ». Dans les années 1990, Le Pen, entre « point de détail » et rapprochement avec les pays arabes (le président du FN est reçu en pleine guerre du Golfe, en 1990, à Bagdad, par Saddam Hussein), n’a pas bonne presse chez les juifs extrémistes. Il faut attendre le début des années 2000 et l’apparent changement de logiciel frontiste, optant pour un discours anti-islam et « anti-racaille », pour que des contacts se nouent. Étonnamment, via un proche de Marine Le Pen, Philippe Péninque, un ancien du GUD vu mercredi aux côtés de Nataf. Interrogé par le Parisien après le meurtre d’un bijoutier juif à Paris en avril 2011, Nataf imaginait les juifs de France « de plus en plus pour un vote protestataire en faveur du Front national ».

Interdite aux États-Unis, mais aussi en Israël, la Ligue de défense juive sévit encore dans l’Hexagone, à l’inverse d’autres « organisations criminelles fascistes » (les Jeunesses nationalistes révolutionnaires et Troisième Voie, dissoutes en 2013), rappelait le député PCF Jean-Jacques Candelier en 2014, à l’occasion d’une violente « descente » de la LDJ contre des militants pro-Palestiniens, à Paris. Le PCF réclamait alors la « dissolution administrative » de ces « barbares dont le seul but est de créer un amalgame entre judaïsme et sionisme ». La demande, à laquelle s’est associée hier la FI, est toujours d’actualité.

(1) Léon Gaultier, ancien milicien engagé dans la Waffen SS ; Victor Barthélémy, fondateur de la Légion des volontaires français ; François Brigneau et Roland Gaucher, miliciens, ont participé, avec Jean-Marie Le Pen, à la création du FN en 1972.

Grégory Marin

l’Humanité.fr

VIII) Pourquoi le CRIF n'aurait pas du écarter Le Pen et Mélenchon

Par [Maurice Szafran](#)

Les invectives et débordements visant Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen lors de la "marche blanche" contre l'antisémitisme à Paris ont entraîné de nombreuses critiques. Erreur politique du CRIF d’autant plus flagrante et redoutable qu’elle aboutira à « communautariser » la « Marche blanche », à en faire la riposte des juifs de France et non plus la mobilisation des citoyens français tous rassemblés au delà des divisions habituelles.



Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont été hués mercredi lors de la marche blanche organisée à Paris en mémoire de Mireille Knoll.GONZALO FUENTES

Après l'assassinat perpétré contre Mireille Knoll, une vieille dame juive de 86 ans ayant échappé enfant à la rafle du Vel d'Hiv sous l'occupation nazie, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a pris l'initiative d'appeler le peuple de Paris à une " Marche blanche " pour dénoncer [l'antisémitisme](#) et sa recrudescence. Une initiative ô combien estimable et fort à propos.

La définition même d'une " Marche blanche " implique toutefois d'éviter les clivages habituels. C'est la société rassemblée qui, dans toutes ses composantes, exprime à la fois son effroi, sa colère et sa solidarité avec la victime, pour le coup juive et âgée. Une " Marche blanche " échappe par la force des choses aux organisations, quelles soient politiques, syndicales, religieuses, ou associatives. Parce qu'elle relève d'une démarche par définition populaire et collective. C'est ce cadre si particulier que les principaux responsables du CRIF ont négligé en stipulant à [Marine Le Pen](#) et [Jean-Luc Mélenchon](#) qu'ils étaient l'un et l'autre " interdits " de "Marche blanche ". Erreur politique d'autant plus flagrante et redoutable qu'elle aboutira à " communautariser " la " Marche blanche ", à en faire la riposte des juifs de France et non plus la mobilisation des citoyens français tous rassemblés au delà des divisions habituelles.

Reste à comprendre les ressorts de cette authentique bourde politique. Et ses éventuelles conséquences.

1. LE FRONT NATIONAL A-T-IL ROMPU AVEC L'ANTISÉMITISME?

Que le CRIF soupçonne le FN d'antisémitisme, c'est au moins légitime. Sans même insister sur les multiples provocations de son fondateur Jean-Marie Le Pen, il suffit de suivre la généalogie culturo-historique du parti d'extrême-droite pour savoir que l'antisémitisme le plus virulent, le plus

crade, accompagne chaque instant ce son histoire. Le Pen était entouré de " collabos " quand il a fondé le FN (citons par exemple le journaliste Roland Gaucher et l'ex waffenSS Pierre Bousquet, premier trésorier du mouvement); l'éditorialiste vedette de la presse d'extrême-droite, Francois Brigneau, milicien emprisonné à la Libération et vice-président du FN durant quelques années, ne dissimulait pas qu'il approuvait les thèses négationnistes de Robert Faurisson exprimant de la sorte un antisémitisme déchaîné. Brigneau était adulé des militants et des sympathisants frontistes. Aujourd'hui encore, les ex-responsables du GUD qui entourent Marine Le Pen ou les Identitaires proches du niçois Philippe Vardon, l'une des figures montantes du FN, dissimulent à peine une détestation des juifs sous couvert de solidarité avec le peuple palestinien.

Ces quelques rappels pourraient suffire à justifier l'ostracisme du CRIF envers le Front National et les lepénistes, tout générations confondues, du père à la fille. Il serait même justifié d'insister sur une faille morale et politique qui touche Marine Le Pen elle-même: la présidente du FN affirme que l'antisémitisme lui fait horreur, que la rupture avec Jean-Marie Le Pen trouve là sa principale explication, et nul n'a le droit de mettre en doute sa parole hormis la présentation d'éléments tangibles démontrant l'inverse; elle considère, elle l'a dit et répété, la Shoah comme " le pire des crimes contre l'humanité au XXème siècle ". Fort bien. Mais alors pourquoi n'a-t-elle jamais estimé opportun " d'officialiser " au sein du Front National cette vision nouvelle de l'histoire, de rompre avec une explication " pétainiste " de la 2ème guerre mondiale, de chasser de ses rangs les antisémites déclarés et camouflés?

Or, étrangement, les leaders du CRIF se sont abstenus de toute explication, de toute pédagogie. Rompre ainsi avec la règle tacite d'une " Marche blanche ", provoquer sciemment une polémique à très haute intensité, voilà qui aurait mérité quelques efforts pour au moins tenter de se faire comprendre. " Nous ne voulons pas côtoyer Marine Le Pen parce que ses efforts pour combattre l'antisémitisme au sein de son parti sont encore insuffisants ". Voilà qui aurait eu le mérite de la clarté.

Rien, aucune tentative d'éclaircissement, si ce n'est confondre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, les jeter ensemble dans la même " poubelle ", dans une identique opprobre- une faute à la fois morale et politique. Une faute qui dévoile les véritables intentions, et arrières-pensées, des gens du CRIF.

2. MÉLENCHON, ISRAËL ET L'ANTISÉMITISME.

Nous sommes fréquemment en désaccord avec Jean-Luc Mélenchon. Son néo-populisme de gauche nous apparaît aussi sommaire, aussi dangereux, aussi détestable que la démagogie ultra-droitière de Laurent Wauquiez. Son déchaînement anti-européen, son repli derrière d'invisibles frontières nous semblent indignes de l'excellent ministre de François Mitterrand qu'il fut. Nous pensions Mélenchon cosmopolite au meilleur sens du terme; nous le découvrons nationaliste au front bas. D'où notre déception et notre vigilance de chaque instant. Mais l'une et l'autre, notre déception et notre vigilance, nous permette d'affirmer que l'accusation du CRIF accusant Jean-Luc Mélenchon d'antisémitisme est pour le coup obscène. Car, en plusieurs décennies d'activités politiques, rien ne permet de détecter chez le chef de la France Insoumise, le moindre dérapage antisémite. Au contraire. Ses attitude fut en permanence exemplaire a chaque soubresaut

d'antisémitisme frappant la société française. Pour l'avoir observé à maintes reprises, Mélenchon n'eut jamais besoin de se " forcer ": la lutte contre l'antisémitisme et le racisme, la confrontation contre les antisémites et les racistes allaient de soi. Alors que s'est-il passé dans l'esprit, pour le moins confus, des leaders du CRIF?

La chose suivante:

Cela fait bien longtemps qu'ils ont changé de priorité: avant même de défendre les intérêts légitimes des juifs de France, ils se sont mis au service du gouvernement Netanyahu. Sinon ils n'auraient pas " abîmé " cette " Marche Blanche " au point d'en affecter l'effet " union nationale ". C'est cela la conséquence désastreuse des " renvois " de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

Le CRIF ne défend pas l'état d'Israël dans toutes ses composantes; il s'aligne sans la moindre réserve sur le pouvoir ultra droitier en place. Mélenchon désapprouve-t-il à sa façon tonitruante la politique Netanyahu? Il mérite aussitôt la diabolisation et la marque de l'infamie. La mise au pas débouche toujours sur des impairs politiques majeurs. Et le CRIF s'est discrédité, pour longtemps.

Depuis fort longtemps, nous avons souligné que l'antisionisme- c'est à dire la remise en cause de l'existence d'un état des juifs et et non pas la légitime critique du gouvernement d'Israël- débouchait le plus fréquemment sur l'antisémitisme. Les Islamistes se sont d'ailleurs emparés de cet " anti-sionisme antisémite " qui ravage les cités de l'intérieur. Il est donc indispensable que les pouvoirs publics et les médiateurs le combattent, le contiennent pied à pied. Il se trouve que les chefaillons du CRIF desservent cette cause légitime en rangeant Mélenchon là où il n'est pas. Quelques islamo-gauchistes dangereux essaient parmi les Insoumis. Mélenchon était un allié de poids, sans doute le plus efficace pour les combattre.

Même cela, le CRIF ne l'a pas compris. Quelle misère intellectuelle.



Challenge

